

INTERPRET. CONSEC. FRANC-ITAL
A.A. 1998-99. SESSIONE AUTUNNALE
I Appello (5.10.99) - 3° ANNO V.O

PARLEMENT EUROPEEN - SEANCE SOLENNELLE (Strasbourg 9.3.1999)
ALLOCUTION DE M. BLAISE COMPAORE, PRESIDENT DU BURKINA FASO

Honorables Députés,

1155/C

l'année 1999 sera sans doute celle des grands défis pour nos peuples et les organisations dont ils se sont dotés, particulièrement les peuples d'Afrique qui placent le début du siècle prochain sous le signe d'un partenariat exemplaire avec l'UE en vue de relever le triple défi qui conditionne l'essor du continent africain: défi de la paix, défi de l'Etat de droit, défi du développement durable dans les nouvelles frontières d'un monde plus global. Sur ces trois terrains, ce sont presque des travaux d'Hercule qui attendent les pouvoirs publics africains, nos populations et nos partenaires. L'Europe et l'Afrique sont deux vaisseaux qui, dit-on, sont allés à la rencontre l'un de l'autre à travers une histoire faite de rencontres fécondées par des ententes ou par des conflits. Notre histoire à nous, Europe et Afrique, a donc oscillé entre ententes et conflits avant d'arri-
mer nos destins au pont de la concorde et du partenariat.

Voici 25 ans que fonctionne la Convention entre l'UE et ses partenaires ACP. Incontestablement, on doit convenir qu'il s'agit de l'instrument de coopération le plus exemplaire qui soit à cette échelle. Mais, pour être exemplaire, il n'en reste pas moins perfectible. Et c'est ce qui justifie la nouvelle relation entre UE et ACP dont les négociations sont en cours. Comme vous le savez, ces négociations se déroulent à un moment où les enjeux de la mondialisation commandent la relecture et la mise en ordre des grands principes de la coopération traditionnelle Nord-Sud.

L'Afrique aujourd'hui, meurtrie dans sa chair, projette l'image d'un continent du désespoir. Une quinzaine d'Etats africains se débattent actuellement dans des conflits générateurs d'insécurité et d'instabilité. Pendant ce temps, près d'une quarantaine ^{D'AUTRES} dans un contexte moins perturbé, entreprennent de créer des sociétés plus aptes à mettre en oeuvre leur potentiel au profit de l'immense majorité des populations qui aspirent à des lendemains plus féconds de bien-

02-1155-C-CON-5

être et d'épanouissement.

La communauté internationale se doit d'appuyer les efforts de l'Afrique pour la mise en oeuvre des accords de paix. Nous demandons en particulier à l'UE de maintenir sa disponibilité constante pour procurer à l'Afrique son appui logistique et son concours dans le traitement des questions humanitaires.

Messieurs les Députés, l'Afrique vit un paradoxe. Alors que la démocratie se veut un moyen de prévention et de résolution des conflits internes, la démocratisation devient parfois une source de conflits ou de violence, notamment à la faveur des élections, en raison de la prégnance d'une culture monopolistique du pouvoir sur notre continent. C'est pourquoi la future Convention, pour être porteuse des changements voulus de part et d'autre et parfois acceptés du bout des lèvres, doit permettre de continuer d'accompagner nos efforts en matière de bonne gouvernance, de démocratie et de production accrue. Loin de remettre en cause les relations entre l'UE et les ACP, la future Convention devra donc parvenir à la mise en place d'un partenariat adulte fondé sur un véritable partage des responsabilités. Par ailleurs, la faiblesse des échanges intrarégionaux, les trop grandes disparités entre nos Pays, qui n'ont véritablement en commun que la pauvreté, s'oppose au traitement à l'identique.

La nouvelle Convention doit avoir les meilleures chances de promouvoir les changements incontournables sur le continent; toutefois, le rythme des transformations positives pourrait ne pas répondre à nos attentes car, bien souvent, la négation des contingences historiques et culturelles prend le pas sur la ténacité de notre désir de changement.

Dans notre entreprise, une entreprise de tous les instants, amis et partenaires de l'Afrique ne seront pas de trop. A cet égard, l'allégement, voire la suppression de la dette et le relèvement du niveau du dialogue entre Afrique et Europe sont essentiels. La sagesse des nations indique: 'Chacun dépend de l'avenir des autres'. Cela peut résonner comme une menace ou comme un formidable hymne à la solidarité et à la fraternité. C'est encore le choix que nous avons.